

### MICRO-ASSURANCE AGRICOLE: PRATIQUES ET PERSPECTIVES MONDIALES

Cet article est basé sur le livre «Agricultural Microinsurance: Global Practices and Prospects», publié par le MicroInsurance Centre.

La micro-assurance agricole a pour objet d'assurer les petits exploitants agricoles dans les pays en voie de développement. Ceci place les assureurs face à plusieurs difficultés, puisque les événements assurés sont non seulement **incontrôlables** et **univoques**, mais qu'il existe également des dangers importants de **fraude**, de **sélection adverse** et de **covariance**, ainsi qu'un **risque moral** important.

Ces facteurs, ajoutés aux coûts de règlement des sinistres, peuvent faire de l'assurance agricole une activité très coûteuse, peu rentable, voire déficitaire. En fait, peu de programmes d'assurance agricole réussissent à couvrir leurs frais (paiement des indemnités + coûts administratifs) uniquement sur base des primes. Ils bénéficient presque tous de subsides, l'agriculture étant un secteur économique particulièrement politisé.

Il existe plusieurs types de produits d'assurance agricole. On distingue l'assurance risques désignés (bétail, récolte) et l'assurance multirisques, proposées par le biais de mécanismes indemnitaires ou basés sur un indice.

L'assurance basée sur un indice apporte une solution à trois des principales difficultés que pose l'assurance agricole et permet de limiter fortement le risque de fraude:

- Risque moral: le comportement, même risqué, de l'agriculteur ne peut influencer un indice basé sur les conditions météorologiques.
- Sélection adverse: le fait qu'un agriculteur souscrive ou non une police n'a aucun effet sur le risque, puisque

celui-ci dépend uniquement de l'indice climatique et donc, par exemple, du niveau des précipitations.

- Coût de règlement des sinistres: aucun expert ne doit se rendre chez l'agriculteur pour évaluer l'étendue des pertes et déterminer le montant de l'indemnisation. Lorsque le niveau prévu de déclenchement est atteint, l'indemnité est versée, quelles que soient les pertes.

- Réduit fortement les risques de fraude.

Malheureusement, l'assurance basée sur un indice n'est pas une solution idéale, puisqu'elle fait naître de nouvelles difficultés. L'une d'entre elles est le **risque de base**, que l'on peut décrire comme l'écart entre l'indemnité perçue suite au déclenchement de l'indice et la perte réelle de l'assuré. Améliorer la collecte des données et la conception des produits permet de minimiser le risque de base mais rend le produit plus complexe et moins compréhensible pour le marché des personnes à bas revenus.

#### Le paysage de la micro-assurance agricole

En 2007, le MicroInsurance Centre a lancé une étude destinée à mieux comprendre la portée de la micro-assurance agricole dans le monde, en étudiant des aspects spécifiques de la micro-assurance tels que la distribution régionale, les types de couverture, les porteurs de risques, les régimes et programmes pilotes et, enfin, l'état de la réglementation. Les principales conclusions de ce travail sont les suivantes:

- Dans les pays en voie de développement, il existe très peu de régimes d'assurance agricole accessibles aux agriculteurs pauvres. L'étude en a répertorié un total de 122 au niveau mondial, dont certains ne sont pas opérationnels.
- La micro-assurance agricole se concentre en Amérique latine.
- Il y a très peu de régimes spécifiques et dédiés en matière de micro-assurance agricole. Les régimes fonctionnent sur base d'infrastructures et d'agents préexistants, qui ne font que perpétuer des modèles commerciaux non-viables.
- La micro-assurance agricole est fortement subsidiée et fonctionne sur base de modèles commerciaux non durables.

Etude de cas: PepsiCo et l'agriculture contractuelle en Inde .....	2
Gérer les risques lorsque l'on dispose de revenus limités .....	2
En bref .....	4
Microinsurance Network .....	5

#### Améliorer l'accès à la micro-assurance agricole

Compte tenu des difficultés que pose l'assurance agricole, il apparaît utile d'atténuer les risques par des interventions se situant en dehors du champ de l'assurance. Pour ce faire, la solution la plus évidente consiste à agir de manière préventive pour éviter les sinistres: vacciner le bétail, renforcer les mesures de protection des stocks agricoles contre le vol, semer des variétés qui résistent mieux à la sécheresse et aux nuisibles. Au niveau du ménage, il est possible de diminuer le risque en le «répartissant» entre les membres du ménage. Ceux-ci peuvent, par exemple, avoir des sources de revenus différents – certains pourront travailler en dehors du secteur agricole-, et mettre ensuite en commun leur revenus. On peut également recourir au métayage (l'agriculteur signe un contrat avec un propriétaire et cultive la terre de celui-ci en échange d'une partie de la récolte) et aux contrats à terme (forwards), qui réduisent le risque de fluctuation des prix en fixant contractuellement et à l'avance le prix d'achat de la récolte. Cependant, de telles interventions hors assurance n'offrent aucune protection contre les catastrophes. Si l'on excepte les actions menées par les autorités ou les agences d'aide, l'assurance est le seul moyen de se protéger de tels risques.

Les interventions peuvent avoir lieu à trois niveaux: le niveau macro (soutien à l'environnement politique), le niveau méso (soutien à l'infrastructure nécessaire au fonctionnement de la micro-assurance agricole, par exemple les instituts où l'on formera le personnel des assureurs, les réassureurs et le personnel d'appui agricole), et le niveau micro (amélioration de la durabilité des activités des assureurs et distributeurs).

#### Lancement du Microinsurance Network le 24 novembre 2009

Le Microinsurance Network procédera à son lancement officiel le 24 novembre 2009, pendant la Semaine Européenne de la Microfinance à Luxembourg. Tous les détails de cet événement seront prochainement disponibles sur notre site.

## Conclusion

Tout comme l'assurance agricole traditionnelle, la micro-assurance agricole pose certaines difficultés et est coûteuse. Toute organisation de développement qui entend atténuer les risques auxquels sont confrontés les agriculteurs pauvres doit, si elle envisage de se lancer dans la micro-assurance, en comparer les avantages et inconvénients à ceux d'autres stratégies de gestion des risques potentiellement plus simples à mettre en œuvre. Ainsi, il faut penser aux stratégies de prévention des risques (par exemple, la vaccination du bétail) ou celles qui permettent de limiter l'impact des sinistres (par exemple en proposant des produits d'épargne et de crédit).

Ces stratégies, malgré leur évidente utilité, ne permettent cependant pas de faire face à des événements catastrophiques tels que la sécheresse, les cyclones, les inondations et autres fléaux particulièrement destructeurs. C'est là que la micro-assurance agricole a un rôle à jouer. Comme le montrent les différentes interventions suggérées, les agents du développement et divers autres acteurs peuvent réellement contribuer à faire de la micro-assurance agricole un outil efficace de gestion des risques.

*Source: Jim Roth & Michael J McCord, 2008: Agricultural Microinsurance – Global Practices and Prospects, publié par le MicroInsurance Centre, financé par la Fondation Ford, en collaboration avec le groupe de travail «assurances agricoles» du Microinsurance Network.*

L'article intégral est disponible sur le site du Microinsurance Network, à la section Challenges and Topics:

<http://www.microinsurancenet.org/challenges.php>

Le rapport complet est disponible sur:

[www.MicroInsuranceCentre.org](http://www.MicroInsuranceCentre.org)

## ETUDE DE CAS: PEPSICO ET L'AGRICULTURE CONTRACTUELLE EN INDE

L'Inde est le 3<sup>ème</sup> producteur mondial de pommes de terre, avec une production annuelle d'environ 25 millions de tonnes, soit 8% de la production mondiale. PepsiCo, qui achète en Inde les pommes de terre destinées à la production de frites, a décidé en 1995 de garantir son approvisionnement en lançant dans ce pays un programme d'agriculture contractuelle pour les pommes de terre. Dans le cadre de ce contrat, PepsiCo offre aux producteurs un ensemble conséquent de services, incluant un produit d'assurance basé sur un indice climatique, vendu par le biais de ICICI Lombard et géré par Weather Risk Management Services (WRMS).

Cette police d'assurance basée sur un indice climatique est proposée sous la forme d'une option lors de la signature du contrat avec le producteur, au prix de 1500 roupies par acre (€22). WRMS a conçu la police pour qu'elle protège contre les pertes massives dues au mildiou, les pertes moins importantes pouvant être évitées par de meilleures pratiques agricoles. Le mildiou peut s'étendre très rapidement dans certaines conditions, à savoir une humidité élevée et des températures modérées. Le déclenchement du programme d'assurance dépend donc à la fois des niveaux d'humidité et de température. L'indemnité est versée lorsque l'on enregistre pendant plusieurs jours une humidité moyenne supérieure à 90% et des températures moyennes entre 10 et 20°C.

Leçons clés:

- Parmi les éléments qui incitent les agriculteurs à acheter une police d'assurance basée sur un indice climatique, on trouve: les incitants offertes, la possibilité de financer la prime et certains autres coûts de production par des prêts, la confiance ressentie envers les acteurs impliqués, la rapidité de l'indemnisation en cas de sinistre, la nécessité de limiter le risque de perdre tout ou partie de la production, et la satisfaction limitée apportée aux producteurs par les programmes gouvernementaux d'assurance rendement / surface.
- Défis à relever: concevoir des produits qui offrent une couverture significative à un prix abordable, minimiser le risque de base, développer des canaux de distribution, élargir le marché cible, créer de nouveaux indices qui réunissent l'assurance basée sur un indice et les programmes d'assurance régionale, et disposer de technologies qui enregistrent avec davantage de précision les événements et tendances climatiques.
- Les possibilités sont réelles de multiplier et d'étendre ce type de contrat agricole à d'autres productions et chaînes de valeur, en maintenant le lien avec une assurance indiciaire.

*Source: IFAD-WFP Weather Risk Management Facility. Tiré des études de cas menées par le World Bank Commodity Risk Management Group et l'International Research Institute for Climate and Society at Columbia University. Contact: Ulrich Hess (Programme Alimentaire Mondial) [ulrich.hess@wfp.org](mailto:ulrich.hess@wfp.org)*

## GÉRER LES RISQUES LORSQUE L'ON DISPOSE DE REVENUS LIMITÉS

«Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day», un nouveau livre de Daryl Collins, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven (Princeton 2009), examine une question fondamentale, à savoir comment les ménages les plus pauvres du monde parviennent à survivre malgré des revenus plus que limités. Les auteurs ont travaillé sur les «carnets de compte» que leur ont confiés des habitants de villages et bidonvilles au Bangladesh, en Inde et en Afrique du Sud et dans lesquels ils

notent, au cent près, chacune de leurs dépenses.

Ces carnets révèlent que la plupart des ménages pauvres ne vivent pas au jour le jour mais ont souvent une vie financière très intense, ce qui est indispensable lorsque l'on dispose de revenus non seulement limités mais également imprévisibles et irréguliers. Ils utilisent un ensemble complexe d'outils pour gérer leur argent, en créant des «portefeuilles» qui font intervenir à la fois des réseaux informels et des institutions formelles. Sur les 250 ménages

de l'échantillon analysé, la plupart recourent à près de 10 instruments financiers et aucun n'en utilise moins de quatre.

### Gérer les risques

Les récits des ménages et l'analyse de leurs portefeuilles permettent de mieux comprendre comment ils gèrent les risques. Le risque est un élément omniprésent dans la vie des ménages de l'échantillon. Sur la période examinée, les pertes dues à des maladies ou des blessures graves ont été les plus communes au Bangladesh (50% des

### Histoire d'un ménage: Feizal d'Inde

La famille de Feizal, composée de dix personnes, vit d'un revenu mensuel de 36 \$, composé en grande partie de ce que Feizal gagne en tant que vendeur ambulant d'aluminium et, dans une moindre mesure, de ce que gagne son fils, apprenti tailleur. Au milieu de l'année, Feizal s'est fracturé le fémur et la famille a donc perdu son revenu principal. N'étant pas assuré et voulant limiter le coût du traitement, il est allé se faire soigner chez un médecin traditionnel, utilisant pour le payer une avance sur salaire de son fils et une partie des économies déposées auprès d'une banque. Trois mois plus tard, l'état de sa jambe ne s'étant que peu amélioré, le père de Feizal décide de l'emmener chez un médecin de ville qui utilise des méthodes plus modernes. Des tests, réalisés pour diagnostiquer le problème, coûtent à la famille presque l'intégralité de son épargne bancaire. Feizal ne reprend finalement le travail que huit mois après son accident. Au total, les coûts directs (traitement) et indirects (manque à gagner) de l'accident ont été bien plus élevés que ce que Feizal aurait payé s'il avait bénéficié directement de soins de qualité, payés par lui ou par l'assurance.

ménages) et en Inde (42% des ménages), suivies par les pertes touchant les revenus et les biens. En Afrique du Sud, 81% des familles ont contribué financièrement à des funérailles pendant l'année, dans la plupart des cas suite à des décès dus au SIDA.

Les ménages font face aux risques en combinant des outils financiers formels et informels. L'épargne et les prêts d'urgence sont les moyens les plus souvent utilisés pour se sortir d'une situation d'urgence. L'assurance formelle est moins utilisée, même si certains ménages de l'échantillon ont souscrit des polices d'assurance vie en Inde et d'assurance funéraire en Afrique du Sud. Ces ménages comprennent généralement les conditions de l'assurance, en connaissent les coûts et font le maximum pour payer les primes sans accumuler de retard.

L'assurance est en majorité souscrite par le biais de relations informelles avec des voisins ou des proches, réunis au sein de clubs d'épargne ou de fonds funéraires. En Afrique du Sud, par exemple, les ménages utilisent des mécanismes tels que les fonds funéraires traditionnels pour financer les coûts associés aux funérailles. Ces systèmes informels, pour ces ménages, complètent plutôt qu'ils ne remplacent les plans funéraires formels. Selon les ménages rencontrés, les mécanismes informels ont l'avantage d'être souples et donc de s'adapter à leurs flux de trésorerie souvent irréguliers, tout en offrant des prestations sociales. Cependant, ces ménages les jugent également parfois peu fiables, incapables de faire face à leurs obligations ou susceptibles de vols ou fraudes.

Pour les assureurs, le défi consiste donc à concevoir des produits formels qui combinent la souplesse et la facilité d'utilisation des mécanismes informels à une véritable fiabilité.

### Comment concevoir des meilleurs produits

L'approche «portefeuille» montre l'efficacité des solutions partielles, lorsqu'elles sont bien conçues. Il n'est pas nécessaire de proposer une police qui couvre l'intégralité d'un risque pour améliorer le bien-être des communautés pauvres. Les solutions partielles sont les bienvenues. Ceci est amplement démontré par la manière dont les ménages sud-africains financent les funérailles, en recourant à un nombre relativement élevé de sources de fonds.

Les funérailles sont des événements importants en Afrique du Sud. Environ 80% des carnets de compte examinés font apparaître au moins un mécanisme d'assurance funéraire —formel ou informel— et la plupart des familles sont impliquées dans plusieurs programmes. La couverture funéraires représente 10% des instruments composant les portefeuilles des ménages et il apparaît que les familles consacrent en moyenne 3% de leur revenu mensuel brut au financement de leurs différents mécanismes de couverture funéraire.

Le cas de Xoliswa montre comment les ménages recueillent ici et là les fonds dont ils ont besoin pour faire face à une crise. Lorsque la mère de Xoliswa, Busisiwe, est décédée, la facture des funérailles s'est élevée à un peu plus de 2.400 \$. Xoliswa a financé cette somme grâce aux indemnités d'assurance versées par un fonds funéraire et un funérarium (45%), aux espèces et contributions en nature apportées par des proches (49%), et aux fonds issus d'un club d'épargne (6%).

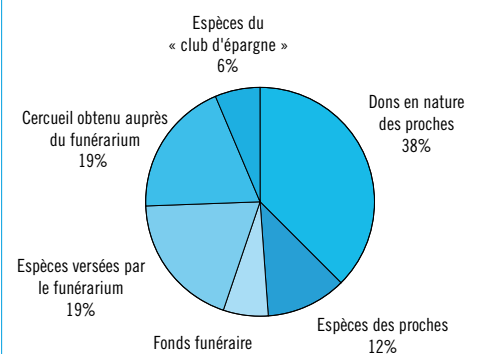
Les solutions partielles sont également importantes dans l'assurance maladie. Un problème de santé peut rapidement devenir un problème financier qui, en

généralisant des dettes et en provoquant la disparition de certains actifs, a un impact dont la durée dépasse de loin celle de la maladie.

Bien que commercialement viable, il est probable qu'une assurance maladie globale destinée aux ménages pauvres ne puisse être envisagée que sur base de primes élevées, qui excluraient une partie du public cible. Il peut exister une demande substantielle pour des produits assurant une couverture plus limitée mais à un coût moindre, destinés par exemple à couvrir le coût des médicaments délivrés en pharmacie ou les problèmes de santé graves et soudains. Les assureurs doivent tenir compte de la facilité du paiement des primes et de leur montant qui doit rester modeste. En effet, pour les pauvres, la fréquence du paiement de la prime et son montant sont des éléments potentiellement aussi importants que le montant total de la police. Les assureurs maladie tentent également de limiter le risque moral en prévoyant des participations aux coûts et des franchises, pour ne pas avoir à assurer l'intégralité du coût du traitement. Avec les ménages pauvres, ce type de mécanisme peut ne pas avoir le résultat attendu: si les honoraires du médecin, les tests nécessaires à l'établissement du diagnostic et le traitement doivent être payés directement par la famille du malade et que les fonds disponibles sont maigres, les gens peuvent décider de ne pas se soigner immédiatement, d'attendre que cela ne devienne absolument indispensable, et ce au risque d'intervenir trop tard.

Les mécanismes généraux faisant intervenir l'épargne et le prêt peuvent parfois se révéler meilleurs que les instruments plus ciblés que sont les polices d'assurance. Un prêt accordé pour financer les activités d'une entreprise peut être utilisé pour faire face à une urgence quelconque, alors

Sources de financement pour des funérailles en Afrique du Sud



qu'une police d'assurance ne donnera lieu à un paiement que si l'événement assuré survient. En théorie, ceci ne doit pas poser le moindre problème à un ménage pauvre: si le risque est réel et que la couverture a une vraie valeur, rien ne devrait s'opposer à l'achat de l'assurance. Dans la pratique, les ménages pauvres peuvent décider, compte tenu de leurs maigres ressources,

de recourir à des mécanismes généraux parce que le risque assuré peut ne jamais se réaliser. Pour cette raison, une assurance associée à des produits d'épargne et de prêt, comme dans le cas des polices à capital différé, peut se révéler plus attrayante pour les pauvres qu'un portefeuille généreux de polices qui cibleraient chacune un risque spécifique.

Source: Article écrit par Aparna Dalal de Financial Access Initiative (FAI), basé sur *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*, un nouveau livre écrit par Jonathan Morduch, Daryl Collins, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven.

Pour en savoir plus, consultez [www.fai.org](http://www.fai.org)

## EN BREF

### Publication I

Le Groupe de Travail «Regulation, Supervision and Policy» a réalisé une série d'études cette année. Nous avons décidé d'en présenter une dans ce numéro de la newsletter.

#### **Making Insurance Markets Work for the Poor: Microinsurance Policy, Regulations and Supervision (Janvier 2009)**

Cette étude, financée par le *Centre Canadien de Recherches pour le Développement International* et la *Fondation Bill & Melinda Gates*, avec le soutien financier et technique de *FinMark Trust*, *le GTZ* et *le BMZ*, présente la synthèse de cinq études de cas nationales (Colombie, Inde, Philippines, Afrique du Sud et Ouganda) portant sur l'impact de la réglementation dans le développement des marchés de micro-assurance. Les résultats de ce travail sont ensuite utilisés pour tirer des leçons qui dépassent le niveau national et sont destinées aux décideurs politiques, aux acteurs réglementaires et aux autorités de surveillance qui souhaitent contribuer au développement de la micro-assurance.

L'article est divisé en cinq sections: La section 1 présente le cadre analytique utilisé; la deuxième résume la situation de la micro-assurance dans chacun des cinq pays; la troisième examine les moteurs du développement du marché de la micro-assurance dans les pays; la quatrième propose une approche permettant de dégager dans la réglementation un espace pour la micro-assurance; et la cinquième conclut en présentant les recommandations initiales (voir encadré) tirées des leçons produites par l'approche multi-pays (entendues comme des outils de mise en œuvre et d'information destinés aux décideurs politiques, aux acteurs réglementaires et aux autorités de surveillance des pays en voie de développement).

#### Recommandations initiales

Politique	Prendre des mesures actives pour développer un marché de la micro-assurance
	Adopter une politique de micro-assurance dans le cadre de l'objectif plus global d'inclusion financière
Prudentiel	Définir une catégorie de produit de micro-assurance
	Adapter la réglementation au type de risque de cette catégorie de produit
	Autoriser la souscription par des entités multiples
	Ouvrir une voie à la formalisation
Conduite du marché	Créer un régime souple pour la distribution de la micro-assurance
	Faciliter la vente active de micro-assurance
Supervision et mise en œuvre	Faire un monitoring des évolutions du marché et réagir par des ajustements réglementaires appropriés.
	Utiliser la capacité du marché à soutenir la supervision dans les régions à risque faible

Téléchargez l'intégralité de l'étude: <http://www.microinsurancenet.org/workinggroup6.php>

### Newsletter

#### **G-NEWS N° 5 (Juin 2009)**

G-NEWS est produit par le Programme ILO/STEP. Disponible en anglais, français et espagnol, G-NEWS est principalement basé sur les contributions d'utilisateurs des plateformes GIMI et GESS. Ce dernier numéro s'intéresse à l'impact de la crise sur les systèmes de sécurité sociale et les réponses nationales apportées aux défis qui en résultent.

Visitez: [www.microinsurance.org/gimi/ShowGnews.do?gnid=1](http://www.microinsurance.org/gimi/ShowGnews.do?gnid=1)

#### **Innovation Flash – N° 3 (Mai 2009)**

Le troisième numéro de la lettre d'information du Fonds pour l'innovation en micro-assurance (OIT) est disponible en anglais, français et espagnol. Dans ce numéro, vous trouverez des informations sur les activités du Fonds – subventions à l'innovation, assistance technique et recherche – ainsi que des nouvelles sur le secteur, les publications disponibles et les opportunités professionnelles.

Visitez: <http://www.ilo.org/public/french/employment/mifacility/download/news/news3-fr.pdf>

## Microinsurance Network

### 5ème Conférence Internationale sur la Micro-Assurance

La **5e Conférence internationale sur la Micro-assurance** se tiendra du 3 au 5 novembre 2009 à Dakar, Sénégal. L'événement est accueilli par le Microinsurance Network (anciennement CGAP Working Group on Microinsurance) et par la Fondation Munich Re, avec le soutien de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), l'African Insurance Organisation (AIO), la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF), la Banque mondiale, le Journal of Risk and Insurance, GTZ/BMZ et l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les thèmes seront: proposer aux pauvres une assurance santé, le lien entre la microfinance et la micro-assurance, l'expérience africaine de la micro-assurance, une réflexion scientifique / analyse économique des marchés de micro-assurance.

Environ 300 experts du monde entier se retrouveront pour échanger leurs expériences et discuter des défis de la micro-assurance. La conférence proposera 5 réunions-débats sur les sujets clés s'adressant à un public interdisciplinaire. Douze sessions parallèles en groupes permettront de traiter en profondeur différents sous-thèmes.

La langue de travail sera l'anglais, avec traduction en français.

Visitez: [www.microinsuranceconference2009.org](http://www.microinsuranceconference2009.org)

Le **Microinsurance Network** tiendra son Assemblée Générale et un **Atelier des Modérateurs de Groupes de Travail** le 6 novembre, après la conférence. Pour en savoir plus, contactez Véronique Faber ([veronique.ada@microfinance.lu](mailto:veronique.ada@microfinance.lu))

### Member profile

#### Le Hollard Insurance Group

Le Hollard Insurance Group a été créé en 1980 et est aujourd'hui le plus grand groupe d'assurance indépendant privé en Afrique du Sud, actif dans les branches vie et non-vie. Hollard est une compagnie qui se veut fidèle aux principes qui ont motivé ses fondateurs: prendre des risques, penser de manière indépendante, travailler sur le long terme et, surtout, établir des partenariats qui soient bénéfiques pour l'ensemble des parties prenantes. Dans toutes ses activités, Hollard essaie d'agir en tant que «catalyseur au service d'un changement à la fois positif et durable».

Le Hollard Insurance Group cible depuis de nombreuses années le marché des foyers à faibles revenus, qui représente aujourd'hui environ 1/7 du chiffre d'affaires. Les principaux succès enregistrés l'ont été dans le domaine de l'assurance funéraire volontaire, de l'assurance solde restant dû, de l'assurance juridique et de l'assurance téléphone portable. Dans le cadre des projets d'expansion vers le marché des ménages à bas revenus, Hollard envisage de proposer des assurances d'actifs (logement à bas coût), des produits destinés aux micro, petites et moyennes entreprises, des assurances maladie en dehors du territoire national et des produits à tarification paramétrée comme les assurances basées sur un indice climatique.

La Compagnie entend également aborder les besoins des foyers à bas revenus d'une manière responsable et durable. A ce titre, elle bénéficie d'une subvention accordée par le Fonds pour l'Innovation en Micro-Assurance, destinée à développer et mettre en vente des produits d'assurance volontaire habitation pour les personnes à faibles revenus.

Source: [www.hollard.co.za](http://www.hollard.co.za)

### Publication II

#### «Protecting the Poor: A Microinsurance Compendium» est disponible en espagnol

Ce compendium qui fait autorité réunit les toutes dernières réflexions sur la micro-assurance de plusieurs des meilleurs universitaires, actuaires et professionnels de l'assurance et du développement. Le résultat est un outil pratique et diversifié qui offre un aperçu extrêmement complet du sujet. Il est aujourd'hui disponible en espagnol et le sera prochainement en français (en novembre).

Pour le télécharger, visitez: <http://www.microinsurancenet.org/networkpublication11.php>

### Financements

A ce jour, le Microinsurance Network a co-financé deux projets.

#### Technologie – Inventaire en ligne des technologies

Le projet consiste à fournir à la communauté de la micro-assurance un inventaire en ligne des technologies applicables à la micro-assurance, en commençant par les logiciels informatiques. Cet inventaire consistera en une plate-forme sur laquelle les développeurs pourront présenter leurs produits et les acteurs de la micro-assurance trouver des solutions informatiques.

#### Éducation à l'Assurance – Bilan et Études de Cas

Le groupe de travail va faire le bilan des matériels disponibles pour l'éducation à la micro-assurance. Une fois ce travail réalisé, il sera possible d'identifier les lacunes dans l'offre de tels produits et de développer des stratégies pour les combler. Le Groupe préparera également deux exemples de séries d'études de cas consacrées aux meilleures pratiques et aux leçons tirées.

Pour en savoir davantage sur les projets, visitez: <http://www.microinsurancenet.org>

**Activités du groupe de travail****Indicateurs de Performance**

Ce groupe de travail a développé un ensemble d'indicateurs clés de performance à l'usage des praticiens de la micro-assurance, améliorant ainsi la comparabilité des régimes de micro-assurance et, ce faisant, les performances et la transparence du secteur.

Le dernier atelier, réunissant des prestataires de micro-assurance expérimentés, a été organisé en collaboration avec l'INAFI Afrique du 13 au 15 juillet 2009 à Nairobi, Kenya. Plus d'une quinzaine de personnes y ont participé.

En 2009, les membres du Groupe de Travail ont été invités à plusieurs reprises à présenter les Indicateurs Clés (par exemple, à la réunion conjointe IAIS – Microinsurance Network d'Atlanta, lors de l'atelier de l'ICMIF à Nairobi, à la conférence de la CIRC et l'IAIS de Taiyuan et à la 3ème Conférence Asiatique de Micro-Assurance à Beijing).

Le document intitulé «Indicateurs de Performance à l'usage des praticiens de la micro-assurance: Synthèse», qui date de 2006, a été mis à jour. Il présente un aperçu rapide des indicateurs clés et fournit des informations sur les aspects généraux de l'initiative. Cette synthèse est disponible en anglais, français et espagnol.

Plus d'information: [www.microinsurancenetwerk.org/workinggroup5.php](http://www.microinsurancenetwerk.org/workinggroup5.php)

**Focus Notes****«Microinsurance in Focus» sont disponibles**

Le Microinsurance Network a publié une nouvelle version des notes «Microinsurance in Focus». Ces notes sont basés sur le livre «Protecting the Poor: A Microinsurance Compendium», publié au nom du Microinsurance Network par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et Munich Re Foundation.

Dans cet ouvrage, les expériences de plus de 40 micro-assureurs sont analysées. Ces expériences avaient été recueillies dans le cadre du projet «Bonnes et Mauvaises Pratiques» mené par le Groupe de Travail Opérations, financé par le DFID, le GTZ, l'OIT et SIDA.

L'objectif de ces notes est de rendre le contenu du compendium plus accessible. Elles sont disponibles en anglais, français, espagnol et portugais.

Disponibles sur: [www.microinsurancenetwerk.org/focusnotes.php](http://www.microinsurancenetwerk.org/focusnotes.php)

© Microinsurance Network/ADA asbl  
2009 tous droits réservés.

**micro  
insurance  
network**

*Le bulletin d'information du Microinsurance Network est publié trois fois par an. Le Microinsurance Network, précédemment appelé Groupe de Travail du CGAP sur la micro-assurance, est un réseau dont les membres sont des prestataires de services d'assurance et de protection sociale, des décideurs politiques, des bailleurs de fonds, des ONG et des universitaires.*

*La mission du Microinsurance Network est de promouvoir le développement et la prolifération de produits d'assurance de valeur destinés aux personnes à faibles revenus, en fournissant une plate-forme propice au partage d'informations et à la coordination des activités des parties prenantes, avec pour but la création de biens publics.*

*Le Microinsurance Network s'est doté de plusieurs Groupes de Travail. Pour obtenir davantage d'informations sur leurs activités, visitez les pages qui leur sont consacrés, sur [www.microinsurancenetwerk.org/workinggroups.php](http://www.microinsurancenetwerk.org/workinggroups.php)*

*Le Microinsurance Network a lancé une liste de diffusion appelée Microinsurance Focus, dans le but d'encourager l'échange d'informations et de stimuler le débat. Cette liste de diffusion peut être utilisée pour diffuser des nouvelles, faire des annonces ou débattre de sujets liés à la micro-assurance.*

*Abonnez-vous à Microinsurance Focus sur [lists.microfinance.lu/mailman/listinfo/microinsurancefocus](mailto:lists.microfinance.lu@mailman/listinfo/microinsurancefocus)*

*Accédez aux archives sur [lists.microfinance.lu/pipermail/microinsurancefocus](mailto:lists.microfinance.lu/pipermail/microinsurancefocus)*

Pour vous abonner à cette publication en anglais, français ou espagnol, envoyez un e-mail à [info@microinsurancenetwerk.org](mailto:info@microinsurancenetwerk.org)

Pour accéder aux anciens numéros et à d'autres publications du Microinsurance Network, rendez-vous sur [www.microinsurancenetwerk.org](http://www.microinsurancenetwerk.org)

*Cette publication est protégée par la loi du 18 avril 2001 du Grand-Duché du Luxembourg sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Toute reproduction totale ou partielle d'articles de cette publication sans autorisation préalable et écrite est interdite. Les articles présentent les vues et opinions de leurs auteurs qui en sont les seuls responsables.*

*Cette publication est éditée par Microinsurance Network/ADA asbl avec le soutien de la Coopération Luxembourgeoise au Développement.*